

A R R E T E N° 28 SGAR/ 90
en date du 12 FEVR. 1990

Ys def

portant inscription sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques, en totalité, de l'hôtel de la Roulière à NIORT (Deux-Sèvres), y compris le portail.

Le Préfet de la Région Poitou-Charentes,
Préfet du département de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966 et les décrets modifiés du 28 mars 1924 et n° 61.428 du 18 avril 1961 ;

VU le décret n° 82.390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Commissaires de la République de Région ;

VU le décret n° 84.1006 du 15 novembre 1984 relatif au classement parmi les Monuments Historiques et à l'inscription sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques ;

VU le décret n° 84.1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des Commissaires de la République de Région une Commission Régionale du Patrimoine Historique, Archéologique et Ethnologique ;

La Commission Régionale du Patrimoine Historique, Archéologique et Ethnologique de la Région Poitou-Charentes entendue, en sa séance du 7 décembre 1989 ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDERANT que l'hôtel de la Roulière à NIORT (Deux-Sèvres) présente un intérêt d'histoire et d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation en raison de l'ancienneté et de la qualité architecturale de cet édifice de style néo-classique.

A R R E T E

Article 1er : Est inscrit sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques, en totalité, y compris le portail, l'hôtel de la Roulière, sis 63, rue Saint-Gelais à NIORT (Deux-Sèvres), situé sur la parcelle n° 254 d'une contenance de 9 a 39 ca, figurant au cadastre section BY (issue de l'ancienne parcelle n° 9, section BY du cadastre), et appartenant à la commune.

Celle-ci en est propriétaire depuis une date antérieure au 1er janvier 1956.

Article 2 : Le présent arrêté dont une ampliation certifiée conforme sera adressée au Ministère chargé de la Culture, de la Communication, des Grands Travaux et du Bicentenaire sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région.

Article 3 : Il sera notifié au Préfet du département concerné qui sera chargé de la notification au Maire de la commune propriétaire intéressée, chacun étant responsable, en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à POITIERS, le 12 FEVR. 1990
Le Préfet de la Région
Poitou-Charentes,

POUR AMPLIATION



Ivan BARBOT